



**ARRÊTÉ**

***portant décision après examen au cas par cas  
en application de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement  
de dispenser d'une évaluation environnementale le projet de création d'un nouveau forage sur  
le site du captage des Bois sur la commune de Luitré-Dompierre  
en remplacement de forages existants***

**Bénéficiaire : Syndicat EAU DU PAYS DE FOUGERES**

***Le Préfet de la région Bretagne  
Préfet d'Ille-et-Vilaine***

**Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2019, n°R24-2019-12-20-001, portant approbation de l'état des lieux du bassin Loire-Bretagne ;

**Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 mars 2022 ;

**Vu** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin SAGE Couesnon approuvé le 12 décembre 2013 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** la décision du 13 mars 2025 de M. Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine, portant subdélégation de signature générale aux agents sous la responsabilité de leur supérieur hiérarchique dans le cadre de leurs attributions respectives ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2001 portant autorisation au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement au Syndicat intercommunal des eaux de Dompierre-Luitré du prélèvement via le captage des Bois sur la commune de Luitré-Dompierre (anciennement Dompierre du Chemin) ;

**Vu** le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2021-009116 relatif au projet de forage pour un prélèvement d'eau au lieu-dit Les Bois sur le territoire de la commune de Luitré-Dompierre, déposé par le syndicat mixte de production d'eau potable du bassin du Couesnon, reçu et considéré complet le 16 juillet 2021 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 16 août 2021 portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement de soumettre à évaluation environnementale le projet de forage pour un prélèvement d'eau potable au lieu-dit Les Bois à Luitré-Dompierre ;

**Vu** le courrier de recours gracieux du 5 novembre 2021 d'Eau du Pays de Fougères concernant la décision du 16 août 2021 susmentionnée ;

**Vu** l'absence de réponse de réponse du préfet de région à cette demande de recours gracieux ;

**Vu** le dossier de demande d'examen au cas par cas relatif au projet, modifié par rapport à 2021, de création d'un nouveau forage pour un prélèvement d'eau au lieu-dit Les Bois sur le territoire de la commune de Luitré-Dompierre, déposé par le syndicat mixte de production d'eau potable du bassin du Couesnon, reçu et considéré complet et 13 décembre 2024 ;

**Vu** la décision tacite, née le 17 janvier 2025 en l'absence de réponse de l'administration à la demande d'examen au cas par cas dans le délai de 35 jours, de soumettre le projet à une évaluation environnementale ;

**Considérant** que ce projet relève uniquement de la catégorie n°27.a) « 27. Forages en profondeur à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols. Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres » du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet vise à :

- remplacer les deux ouvrages de prélèvement colmatés, par un nouveau forage ;
- réaliser des pompages d'essai afin de vérifier la productivité du futur ouvrage ;
- maintenir le prélèvement autorisé par l'arrêté préfectoral du 07 décembre 2001 sus-visé à 146 000 m<sup>3</sup>/an ;

**Considérant** que les points III et IV de l'article R.122-3-1 CE disposent :

- qu'à compter de la réception du formulaire de cas par cas, l'autorité dispose d'un délai de quinze jours pour demander au maître d'ouvrage de le compléter et qu'à défaut d'une telle demande, le formulaire est réputé complet à l'expiration de ce même délai ;
- que l'autorité chargée de l'examen au cas par cas apprécie, dans un délai de trente-cinq jours à compter de la date de réception du formulaire complet, sur la base des informations fournies par le maître d'ouvrage, si les incidences du projet sur l'environnement et la santé humaine sont notables au regard des critères pertinents énumérés à l'annexe du présent article ;

**Considérant** que l'administration n'a pas, dans le délai de 35 jours, produit un acte dispensant le projet de réaliser une évaluation environnementale, créant une décision tacite ;

**Considérant** cependant, après instruction de la demande et des documents annexes, que :

- le projet ne crée pas de nouvelle contrainte environnementale par rapport à l'autorisation de prélèvement du 7 décembre 2001 : les caractéristiques d'exploitation restent identiques ;
- le dossier Loi sur l'eau qui devra être déposé pour réaliser le forage et les essais de pompage au titre de la rubrique 1.1.1.0 de l'article R.214-1 du Code de l'environnement permettra via l'étude d'incidence d'analyser les effets du prélèvement depuis sa mise en service, caractériser les effets du futur forage et du prélèvement associé en phase travaux et d'exploitation ;
- le futur forage est réalisé au sein du périmètre de protection immédiat ;
- le dossier de demande d'examen au cas par cas traite également la question de la production et de l'alimentation en eau potable sans que ces éléments soient de nature à justifier une évaluation environnementale sur l'aspect santé ;
- le dossier propose également des mesures de suivi qui n'étaient pas intégrées dans l'arrêté préfectoral du 07 décembre 2001, permettant à l'avenir de mieux suivre les effets du prélèvement ;

**Considérant** que le projet ne nécessite pas de réaliser une évaluation environnementale comprenant une étude d'impact dans la mesure où le dossier Loi sur l'eau permettra de traiter les incidences du projet ;

**Considérant** en conséquence, qu'il convient d'abroger la décision tacite du 17 janvier 2025 et de dispenser le projet de réaliser une évaluation environnementale ;

**Considérant** par ailleurs, que la présente décision ne s'oppose pas à la décision du 16 août 2021 dans la mesure où la demande d'examen déposée en 2024 ne porte pas sur le même projet que celle déposée en 2021 ;

**Considérant** qu'en application des articles R.181-45 et R.181-46 du Code de l'environnement, le projet fera l'objet d'une procédure de modification notable mais non substantielle de l'autorisation environnementale du 7 décembre 2001 ;

**Considérant** que le IV de l'article L.122-1 du Code de l'environnement dispose que lorsqu'un projet relève d'un examen au cas par cas, l'autorité en charge de l'examen au cas par cas est saisie par le maître d'ouvrage d'un dossier présentant le projet, afin de déterminer si celui-ci doit être soumis à évaluation environnementale ;

**Considérant** que toutefois, lorsque le projet consiste en une modification ou une extension d'activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent des autorisations prévues aux articles L.181-1, L.512-7, L.555-1 et L.593-7, le maître d'ouvrage saisit l'autorité mentionnée à l'article L.171-8. Cette autorité détermine si cette modification ou cette extension doit être soumise à évaluation environnementale ;

**Sur** proposition du chef de pôle police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine ;



## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de réalisation d'un nouveau forage en lieu et place des deux anciens, en maintenant le même volume annuel de prélèvement d'eau du captage Les Bois à Luitré-Dompierre, porté par le syndicat Eau du Pays de Fougères, est dispensé d'une évaluation environnementale.

La décision tacite du 17 janvier 2025, valant obligation de réaliser une évaluation environnementale pour le projet susmentionné, est abrogée à la date de publication du présent arrêté.

### Article 2 :

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

### Article 3 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L.110-1 du Code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

### Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES Cedex, ou dématérialisée par l'application Télerecours citoyen accessible par le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

En application du VII de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement, doit, à peine d'irrecevabilité, être précédé d'un recours administratif préalable devant l'autorité chargée de l'examen au cas par cas, tout recours contentieux contre la décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

### Article 5 :

Le présent arrêté sera notifié au Syndicat d'Eau du Pays du Fougères. Une copie du présent arrêté sera adressée à la commune de Luitré-Dompierre pour affichage en mairie. Par ailleurs, il sera publié sur le site internet de la DREAL Bretagne et de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Rennes, le

19 MAI 2021

Pour le Préfet,

Par délégation, le Directeur département des  
territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine,

Par subdélégation,

Le chef du Service Eau et Biodiversité

Benoit ARCHAMBAULT